RCS : MONTPELLIER
Code greffe : 3405

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONTPELLIER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00670
Numéro SIREN : 910 236 249
Nom ou dénomination : ARPEGE

Ce dépôt a été enregistré le 11/02/2022 sous le numéro de dépôt 2828

ARPEGE
Société par actions simplifiée au capital de 500 €
Siège social : 23 bis rue de Maguelone - 34000 Montpellier
RCS MONTPELLIER
(La « **Société** »)

ETAT DES SOUSCRIPTIONS ET DES VERSEMENTS

Nom ou dénomination sociale, adresse	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Montant des versements effectués
M. Antoine LECCIA Montée Saint Damianu, Villa LECCIA, 20100 SARTENE	500	500 euros	500 euros

Le présent état qui constate la souscription de 500 actions de la Société ARPEGE, ainsi que le versement de la somme de 500 euros correspondant à la totalité du nominal desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable par M. Antoine LECCIA associé unique.

Fait à Montpellier

Le 8 février 2022

DocuSigned by:
Antoine LECCIA
F99F850771A149C...

CRÉDIT AGRICOLE
AQUITAINE

Attestation de dépôt de fonds à un compte bloqué « capital social »

Art. 78 et 83 loi du 24/07/66
Art.62 décret du 23/03/67

Je soussigné, Eric PEIGNEGUY, agissant en qualité de Directeur de l'Espace des Grandes Entreprises du Vin – Rive Gauche de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE– 106 Quai de Bacalan - CS41272 - 33076 BORDEAUX CEDEX, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 434651246.

Atteste qu'une somme de 500 € *(cinq cents euros)* a été versée sur un compte spécial bloqué pour le dépôt de capital en numéraire de la SAS ARPEGE en formation.

Les versements se décomposent comme suit :

Nom	Montant
Don manuel au profit d'Antoine LECCIA pour dépôt capital social SAS ARPEGE à créer	500 €
TOTAL	**500 €**

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des Sociétés et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à Bordeaux, le 08/02/2022

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le Directeur de l'Espace des Grandes Entreprises du Vin – Rive Gauche

Eric PEIGNEGUY

ARPEGE

Société par actions simplifiée au capital de 500 €

Siège social : 23 bis rue de Maguelone, 34000 Montpellier

RCS MONTPELLIER

(La « **Société** »)

STATUTS CONSTITUTIFS

Le soussigné **:**

Monsieur Antoine LECCIA, né le 9 juin 1966 à BASTIA (2B), de nationalité française, demeurant Montée Saint Damianu, Villa LECCIA, 20100 SARTENE.

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société qu'il a décidé de constituer.

TITRE I – CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 : FORME

La Société est une société par actions simplifiée. Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme sociale, qu'elle compte un ou plusieurs associés. En cas d'associé unique, les pouvoirs de l'assemblée générale sont dévolus à l'associé unique.

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- l'achat, la souscription, la détention, la gestion, la cession ou l'apport d'actions ou autres valeurs mobilières dans toutes sociétés ;
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La dénomination sociale est : **ARPEGE**

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots *« société par actions simplifiée »* ou de l'abréviation *« SAS »*, de l'énonciation du capital social, ainsi que du numéro SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : **23 bis rue de Maguelone, 34000 Montpellier**.

Il peut être transféré (i) en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, lequel est également habilité à modifier les statuts en conséquence, et (ii) en tout autre lieu par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera au jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et sera clos le 31 décembre 2022.

TITRE II – APPORTS ET CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 : APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport en numéraire d'une somme de **500 euros** ainsi qu'il suit :

- Apport par Monsieur Antoine LECCIA de la somme de CINQ CENTS (500) euros,
  Ci……..…..500 euros

Total ……...500 euros

Cette somme de CINQ CENTS EUROS (500 €) a été intégralement versée sur un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire des fonds ci-après annexé (**Annexe 1**).

Origine de propriété de l'apport :

En application de l'article 1434 du Code civil, Monsieur Antoine LECCIA déclare que la somme apportée correspond à un don manuel reçu de la part de Monsieur Robert LECCIA, né le 06 octobre 1942 à Dakar (Sénégal), marié sous le régime de la communauté de biens avec Parsilie LECCIA, et que l'apport tient lieu d'emploi dudit don, denier propre lui appartenant. Par conséquent, les actions de la Société reçues en contrepartie de l'apport susvisé appartiendront exclusivement à Monsieur Antoine LECCIA et constitueront ses biens propres résultant de l'emploi d'un don.

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENTS EUROS (500 €).

Il est divisé en CINQ CENTS (500) actions d'UN euro (1 €) chacune, libérée en totalité.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique.

L'associé unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

TITRE III – ACTIONS

ARTICLE 10 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés pour les décisions collectives des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour la décision d'affectation du résultat et au nu-propriétaire pour les autres décisions. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, et notamment prévoir, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats, que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier pour toutes les décisions autres que l'affectation des résultats. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

ARTICLE 11 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 12 : FORME DES VALEURS MOBILIERES

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet. Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 13 : LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est

payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 14 : TRANSMISSIONS DES ACTIONS

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 : PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique qui fixe son éventuelle rémunération. Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique, par lettre recommandée adressée 3 mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique. Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Représentation sociale

Les délégués du Comité social et économique exercent les droits prévus par l'article L 2312-5 et suivants du Code du travail auprès du Président, conformément à l'article L2312-76 du Code du travail.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

TITRE VII - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ

ARTICLE 17 : DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 18 : COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé, s'il y a lieu. L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 19 : AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 20 : DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision de l'associé unique.

La décision de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique l'associée unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique l'associée unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE X - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION

ARTICLE 21 : NOMINATION DU PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur Antoine LECCIA
né le 9 juin 1966 à BASTIA (2B), de nationalité française
demeurant Montée Saint Damianu, Villa LECCIA, 20100 SARTENE

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

ARTICLE 22 : FORMALITES DE PUBLICITE - IMMATRICULATION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 23 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

Conformément aux articles 1366 et 1367 du Code Civil, les présents statuts sont signés électroniquement par le représentant habilité de l'apporteur soussigné. L'apporteur reconnait expressément que la signature électronique via DocuSign, lequel service est conforme au règlement eIDAS (UE) 910/2014, a été utilisée pour la signature des statuts de la Société par son signataire. L'apporteur reconnaît qu'il a reçu toutes les informations requises pour la signature électronique des statuts de la Société et qu'il a signé les présents statuts par voie électronique en toute connaissance de la technologie utilisée et de ses conditions générales, et renonce par conséquent à toute réclamation et/ou action en justice afin de remettre en cause la fiabilité de ce système de signature électronique et/ou son intention de constituer la présente Société. En outre, conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code Civil, l'obligation de remise d'un exemplaire original papier à l'apporteur n'est pas nécessaire comme preuve des engagements et obligations de l'associé unique de la Société. La remise d'une copie électronique des Statuts directement par DocuSign à l'associé unique de la Société constitue une preuve suffisante et irréfutable de ses engagements et obligations, ce procédé permettant à l'associé unique de disposer d'un exemplaire des statuts de la Société sur support durable ou d'y avoir accès, conformément à l'article 1375 du Code Civil.

A Saint Félix de Lodez
Le 8 février 2022

DocuSigned by:
Antoine LECCIA
F99F850771A149C...

Monsieur Antoine LECCIA

Annexe 1 : attestation de dépôt des fonds

CRÉDIT AGRICOLE
AQUITAINE

Attestation de dépôt de fonds à un compte bloqué « capital social »

Art. 78 et 83 loi du 24/07/66
Art.62 décret du 23/03/67

Je soussigné, Eric PEIGNEGUY, agissant en qualité de Directeur de l'Espace des Grandes Entreprises du Vin – Rive Gauche de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE– 106 Quai de Bacalan - CS41272 - 33076 BORDEAUX CEDEX, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 434651246.

Atteste qu'une somme de 500 € *(cinq cents euros)* a été versée sur un compte spécial bloqué pour le dépôt de capital en numéraire de la SAS ARPEGE en formation.

Les versements se décomposent comme suit :

Nom	Montant
Don manuel au profit d'Antoine LECCIA pour dépôt capital social SAS ARPEGE à créer	500 €
TOTAL	**500 €**

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des Sociétés et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à Bordeaux, le 08/02/2022

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le Directeur de l'Espace des Grandes Entreprises du Vin – Rive Gauche

Eric PEIGNEGUY